

Entretien avec Cécile Van de Velde



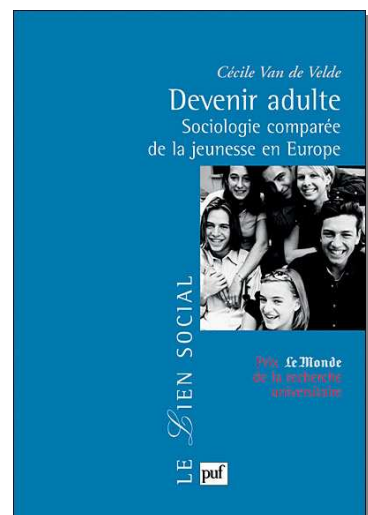
Dans le cadre du numéro 137 de la revue *Lecture Jeune* consacré aux jeunes adultes, nous avons interrogé la sociologue Cécile Van de Velde. Maître de conférence à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales), elle a consacré sa thèse de doctorat à la jeunesse en opérant une comparaison à l'échelle européenne (*Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, coll. Le lien social, 2008). Nous avons évoqué avec Cécile Van de Velde ce panorama contrasté et les différents types de politiques publiques mises en place pour soutenir les jeunes adultes en Europe.

Lecture jeunesse : Tout d'abord, nous souhaiterions revenir sur votre itinéraire de chercheuse / votre travail de thèse et les raisons pour lesquelles vous avez eu envie de vous pencher sur ce sujet.

Cécile Van de Velde : Je me suis dans un premier temps intéressée à la dépendance envers les parents. Il s'agissait là d'un fait générationnel : nous étions dépendants de plus en plus longtemps et je souhaitais étudier comment on vivait cette dépendance, comment cela se passait concrètement avec les parents. Mon premier mémoire de recherche portait donc sur cette question. Je suis allée voir des jeunes de milieu ouvrier dépendants de leurs parents jusqu'à l'âge de 25 et 30 ans et se trouvant dans des situations extrêmes de chômage. Je me suis demandé comment se passaient les relations familiales dans ce contexte. Mon travail a peu à peu évolué vers l'étude plus générale de la jeunesse car je me rendais compte que ces jeunes ouvriers, qu'on avait tendance à considérer comme des adolescents attardés, se considéraient en fait eux-mêmes comme des adultes. Ils avaient des relations relativement autonomes par rapport à leurs parents, participaient aux dépenses du foyer et se sentaient mûrs, donc adultes. Cette situation m'a interpellée et j'ai commencé à m'interroger sur ce que cela voulait dire aujourd'hui être jeune ou être adulte, sur la perception qu'en avaient les jeunes. J'ai ensuite débuté une thèse, d'abord centrée sur la France, dans laquelle je voulais comparer différents milieux sociaux et différentes zones géographiques. Après avoir eu accès à une brève de comparaison avec l'Espagne, j'ai été frappée de constater à quel point les Espagnols se disaient adultes beaucoup plus tard, en restant chez leurs parents par exemple, ce qui posait nettement moins de problèmes qu'en France. Ce constat a donc constitué le point de départ d'une étude européenne. Je pensais qu'il ne s'agirait pour moi que d'un petit chapitre : c'est finalement devenu le cœur de ma thèse ! Mes interrogations sont restées les mêmes : qu'est-ce qu'être adulte ? Quelles sont les étapes significatives ? Quelles situations l'autonomie recouvre-t-elle et enfin, comment la dépendance envers les parents est-elle vécue dans les différents pays ? J'ai concentré mes recherches sur quatre pays européens : le Danemark, le Royaume-Uni, l'Espagne et la France.

LJ : Pourquoi avoir choisi ces pays ? Était-ce délibéré ?

CVV : Oui, c'était volontaire. Le choix de l'Espagne correspond à une opportunité, je parlais un peu la langue et une collègue espagnole pouvait travailler avec moi sur des enquêtes. Pour



le reste, j'ai choisi spécifiquement en matière de politiques publiques. À cette époque, les premiers travaux montraient à quel point l'Europe était contrastée, surtout au regard de ses politiques publiques, avec des pays socio-démocrates au Nord (le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège), très cohérents entre eux, l'Angleterre, qui se démarquait par des politiques libérales, notamment envers les jeunes, la France, l'Allemagne et l'Autriche, relativement proches dans un traitement plus continental de la jeunesse et enfin, les pays méditerranéens qui se détachaient. Je me suis dit que j'allais vérifier ce paysage contrasté à travers les jeunes. J'ai donc choisi un pays libéral, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne comme pays méditerranéen, et puis le Danemark pour étudier un pays nordique et social-démocrate afin de voir si la situation y était vraiment différente. C'est d'ailleurs le Danemark qui est apparu comme le pays le plus contrasté par rapport à mes hypothèses. Il existe indéniablement une période jeune dans les quatre pays que j'ai étudiés, une génération européenne, mais la situation est malgré tout extrêmement contrastée.

LJ : Cette notion de *jeune adulte* vous a-t-elle semblé présente partout ?

CVV : Oui, mais pas forcément en tant que telle. L'idée selon laquelle on se définit adulte de plus en plus tard est très répandue, sauf chez les Anglais qui ont un point de vue très spécifique sur cette question. En effet, ils se disent adultes relativement tôt par rapport aux autres personnes que j'ai pu interroger. Ils ont conscience d'une certaine jeunesse d'âge au niveau de leur statut, mais sont en mesure de se définir comme *adulte* dès qu'ils ont terminé leurs études, qu'ils se sentent indépendants de leurs parents et qu'ils obtiennent leur premier emploi. La catégorie *jeune adulte* serait donc beaucoup plus courte au Royaume-Uni et dans les pays libéraux en général où on invite le jeune à être adulte très tôt. Le fait d'être adulte ou de se sentir adulte est valorisé, il n'y a donc pas ce maintien volontaire dans une période intermédiaire qu'on trouve dans les autres pays.

LJ : Votre propos est très intéressant par rapport au phénomène de la littérature dite *young adult* qui provient de l'univers anglo-saxon. En Angleterre, cette littérature est admise et reconnue alors qu'en France, elle demeure encore incomprise.

CVV : L'adolescence est une période très institutionnalisée en Angleterre. Je pense que la littérature *young adult* est destinée à des jeunes de moins de 25 ans. En France, quand on parle de jeunes adultes, il s'agit davantage des 18-30 ans. Outre-atlantique, le phénomène *young adult* renvoie à toute cette période de socialisation qui va de la fin de l'adolescence (du lycée, pour donner une équivalence) à la troisième année de licence. Les études se vivent à part, les jeunes s'installent souvent en collocation sur le campus, ce sont donc des années vraiment ciblées, alors que chez nous, cette période est plus floue, moins identifiée. En France, pour les sociologues et les médias en général, les *jeunes adultes* désignent les 18-30 ans alors qu'au Royaume-Uni, on s'adressera plutôt aux 15-25 ans. C'est sans doute pour cela qu'il y a un décalage : la littérature *young adult* anglo-saxonne importée en France ne correspondrait pas tout à fait à nos propres catégories.

LJ : Vous avez donc remarqué que les Anglais étaient ceux qui se définissaient adultes le plus tôt. Qu'en est-il des autres pays que vous avez étudiés ?

CVV : Dans les pays du Nord de l'Europe, les jeunes vont définir une période intermédiaire. Le départ de chez leurs parents (en général à l'issue du baccalauréat) marque pour eux le début d'une longue période pendant laquelle ils vont se dire *jeunes adultes*, parfois jusqu'à 30-35 ans. Ils ont la conscience d'être encore jeunes, tout en se démarquant de leur adolescence, alors que les Anglais font davantage l'amalgame adolescence/jeune adulte. Les Nordiques ouvrent ainsi une période de vagabondage afin d'expérimenter le plus possible, dans les études, mais également en occupant différents emplois. Cette période est

institutionnalisée par l'Etat et reconnue par la société. On peut se dire *jeune adulte*, l'Etat lui-même parle de *jeunes adultes* (c'est assez rare en Europe) et finance leurs études. Il est parfaitement légitime de prendre son temps, de flâner, sans doute un peu moins avec la crise, mais c'était en tout cas le modèle au début des années 2000. Les Nordiques sont donc des jeunes adultes de 18 à 30 ans, ils peuvent prendre le temps de « se trouver ».

En France, les contours de la période de jeunesse sont beaucoup plus flous. Le poids du scolaire et des études sur la vie de l'individu est très prégnant et permet de distinguer la France des autres pays. Comme l'intégration sociale est déterminante, les Français auront tendance à se dire jeunes tant qu'ils ne seront pas entièrement stabilisés professionnellement. Cette stabilisation étant de plus en plus longue à obtenir, ils se diront adultes de plus en plus tard. Selon cette logique d'intégration sociale qui est la nôtre, le jeune adulte est encore investi dans l'éducation.

LJ : Si la jeunesse est un temps social reconnu au Danemark, où il est possible de prendre le temps et d'expérimenter, on a plutôt l'impression que la notion de jeune adulte est péjorative en France.

CVV : Tout à fait. C'est sans doute lié au poids du scolaire. En France, les jeunes adultes sont dans un rapport d'urgence, d'investissement par rapport aux diplômes. Les sociabilités elles-mêmes sont très étudiantes. Les logiques sont linéaires et les changements d'orientation souvent illégitimes. La société porte un regard assez négatif sur la jeunesse. L'image médiatique est un peu divisée avec, d'un côté, les jeunes des banlieues qui font peur et, de l'autre, les jeunes qu'il faut réussir à intégrer, donc la jeunesse résignée, qui peine. Le regard des sociétés libérales est beaucoup plus positif envers la jeunesse. Les sociétés anglo-saxonnes valorisent cette ressource, synonyme de créativité et d'énergie, notamment sur les CV.

LJ : Les jeunes adultes français se définissent donc principalement par rapport à l'école.

CVV : Par rapport à l'école et à l'insertion. Le premier CDI arrive de plus en plus tard, l'embauche reposant désormais sur le CDD. Les jeunes subissent une forte pression à la réussite ou au placement social avant 25 ans. La société leur interdit le droit à l'erreur. La peur de la chute sociale est très forte et beaucoup d'enquêtes montrent actuellement qu'un sentiment de déclassement se développe, avec l'idée d'avoir investi dans des études qu'on ne parvient pas toujours à rentabiliser sur le marché du travail.

LJ : La quête du CDI paraît assez emblématique de la France. Est-ce très différent dans les pays du Nord et les pays anglo-saxons ?

CVV : C'est totalement différent. Nous avons hérité d'un système corporatiste que l'on retrouve aussi en Corée et au Japon : la compétition scolaire est difficile, mais une fois qu'on a obtenu son diplôme et que l'on est inséré, on est censé rester en poste, dans un système assez figé. La situation évolue malgré tout. Dans les sociétés anglo-saxonnes et sociales-démocrates, le marché du travail est beaucoup plus libéralisé. Ce système est plus fluide, avec l'idée que ni les études ni l'emploi occupé ne vous définissent car tout peut encore changer. La mobilité est beaucoup plus intériorisée qu'en France où on doit s'éduquer puis s'insérer selon une logique que j'avais appelée les « rails de la jeunesse ».

LJ : Retrouve-t-on ce système au Danemark ?

CVV : Le Danemark est une libérale-démocratie. Le marché du travail est caractérisé par une grande mobilité des jeunes, très souvent recrutés en CDD. Cette mobilité est bien vécue alors qu'en France, elle pourrait renvoyer à une situation précaire. Il y a un important *turn-over*, mais l'Etat garantit les transitions en assurant des droits assez généreux qui correspondent



environ à 80 % du salaire pendant quatre ans. Le chômage et le fait de changer d'emploi ne font pas peur car le filet de sécurité étatique finance la transition. Il est donc tout à fait légitime de tourner d'un emploi à l'autre, cette logique de mobilité est institutionnalisée et bien vécue.

LJ : Dans toutes les générations ?

CVV : Oui. En France, les jeunes sont les premières victimes en cas de crise. Au Danemark, mais aussi en Suède et en Norvège, toutes les générations sont touchées, le système est moins inégalitaire entre générations. Dans les pays anglo-saxons, la mobilité est forte, mais l'Etat est absent, l'individu est donc beaucoup plus vulnérable en cas de crise. La situation est très difficile en ce moment dans les pays anglo-saxons où une génération s'est endettée pour

payer ses études et ne pourra pas rembourser ses dettes. La culture de stabilité propre à la France fait que la mobilité engendre une peur de la chute sociale. Ceux qui ont obtenu un CDI sont protégés, mais il reste les autres, toute la marge. Le marché est dual, avec cette marge qui a peur de chuter : le risque de précarité est important lorsqu'on ne touche plus l'allocation chômage.

LJ : Oui, et les périodes de transition sont très mal vécues en France.

CVV : Elles font peur, car nous vivons dans une société de statuts. L'individu qui a construit un statut social stable est vulnérabilisé lorsque cette stabilité n'a plus cours. En France, les trajectoires sont censées être linéaires, mais le marché du travail est de plus en plus instable. Notre système d'Etat n'a pas pensé toutes les aides en fonction, ce qui crée un climat anxigène autour des années de jeunesse. En ce qui concerne les difficultés d'insertion, la France rejoint les pays méditerranéens, même si les problématiques ne sont pas tout à fait les mêmes. On entend parler des « générations 700 euros » ou « 1000 euros ». Les jeunes des pays méditerranéens font partie de la première génération à avoir beaucoup investi dans les études, la période *jeune adulte* est donc pour eux très récente. Toute cette génération diplômée se trouve au chômage ou mal rémunérée. Si l'angoisse des jeunes français se traduit lors des années d'études, celle des jeunes méditerranéens intervient après. La désillusion est violente lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'ont pas les moyens, alors qu'ils travaillent, de s'installer seuls. Ces jeunes, très diplômés, ont le sentiment d'avoir été trahis.

Sur la question des difficultés économiques des jeunes méditerranéennes : Télérama n° 3188 du 19 au 25 février 2011, Génération révolte, p. 22 à 27, « Le malaise de la jeunesse européenne, La jeunesse à cran. »

LJ : Vos enquêtes vous ont-elles justement permis d'identifier les aspirations des jeunes adultes aujourd'hui ?

CVV : L'envie d'avoir le temps de se définir ou de se redéfinir est très prégnante au niveau européen. Je sens une aspiration à garder les possibles ouverts, et donc à pouvoir faire des choix vocationnels par exemple. Deux aspirations majeures se dégagent : une aspiration à l'autonomie – parce qu'il y a une dépendance forcée envers les parents – et à la mobilité, mais une mobilité bien vécue, qui permette de redéfinir sa vie, même après 30 ans. Dans une société qui ne donne pas le droit à l'erreur, on perçoit finalement une aspiration à la danoise, à pouvoir se choisir, et éventuellement choisir un nouveau travail si cela ne va pas.

LJ : Alors même que le désir de changement est encore transgressif en France...

CVV : Oui, tout à fait. Ce désir est pourtant légitimé dans d'autres sociétés. Il correspond par ailleurs à la tendance actuelle puisqu'au modèle de l'emploi à vie a succédé un modèle de plusieurs emplois, donc de plusieurs domaines. Comme les institutions ne portent pas encore ce nouveau modèle, l'aspiration à la mobilité est frustrée. Je pense donc qu'il y a des choses à faire à ce niveau-là.

LJ : Face aux difficultés des jeunes adultes, ne pensez-vous pas que l'Etat français va finir par s'investir afin d'aider cette classe d'âge, à l'instar du Danemark ?

CVV : Ce sera à mon avis l'un des enjeux des élections présidentielles, car la jeunesse inquiète de plus en plus les gouvernements. On disait la jeunesse française résignée, or elle s'est beaucoup mobilisée ces dernières années. Avec le mouvement anti-CPE, le gouvernement s'est rendu compte que la jeunesse pouvait mobiliser au-delà de sa propre classe d'âge. Deux dynamiques différentes et contradictoires sont à l'œuvre en ce moment. Il y a une prise de conscience collective, dans les discours politiques et médiatiques, des difficultés économiques et de l'injustice qui règne entre les générations. Par contre, au niveau des faits, la vieillesse est la catégorie que l'Etat aide en priorité. Il y a très peu de jeunes au pouvoir à défendre la cause des jeunes. Le potentiel révolutionnaire de la jeunesse fait peur. Face à cette question générationnelle, à ces jeunes très diplômés, désillusionnés sur le marché du travail et qui devront payer les retraites de leurs aînés, les gouvernements seront obligés d'intervenir.

LJ : Avez-vous fait le tour de la question jeune ?

CVV : On n'a jamais fait le tour, les objets d'étude nous suivent ! Concernant la question jeune, je suis justement en train d'opérer une comparaison avec les Japonais. J'organise un colloque sur les jeunes face à la crise, avec un regard France/Japon. Les problématiques entre les deux pays sont vraiment très proches¹.

Publications de Cécile Van de Velde :

« L'entrée dans la vie adulte et l'insertion sociale. Une comparaison européenne », Actes du colloque du Centre d'analyse stratégique, *Les Jeunes dans une Europe vieillissante. Regards franco-allemands*, Sénat, 5 mars 2007 :

http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/ACTES_colloque_05_mars_version_27-03-07.pdf

Sénat, audition de commission, Politique en faveur des jeunes, 25 mars 2009 :

<http://videos.senat.fr/video/videos/2009/video1705.html>

¹ Ndlr : Dans les mangas, l'insertion et l'éducation sont des thématiques fortes. Dans la série *Bakuman*, un jeune garçon, qui rêve d'être mangaka, critique beaucoup sa société. Il refuse donc d'aller à l'université et cherche une alternative au traditionalisme ambiant. Il découvre cependant que le monde de l'édition, fermé et très hiérarchisé, reflète la société avec laquelle il voulait rompre.